

10/06/2024

Daniel BELLE WANGUE

Commissaire aux comptes

**MISSION
LOCALE
RIBERACOIS —
VALLEE DE
L'ISLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2023

Daniel BELLE WANGUE — Commissaire aux Comptes 6, Place ANDRÉ MAUROIS - 24000 PERIGUEUX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

Mission Locale Ribéracois — Vallée de l'Isle
36, rue du 26 mars 1944 — 24600 Ribérac-

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale Ribéracois — Vallée de l'Isle relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 3 Juin 2024.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé au contrôle de cohérence des modalités retenues pour l'appréciation des objectifs associés aux subventions accordées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents mis à la disposition des sociétaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à

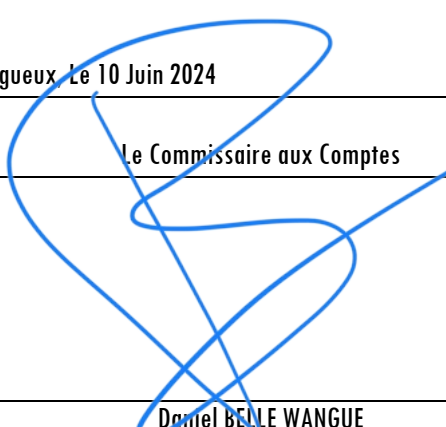
Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

Mission Locale Ribéracois — Vallée de l'Isle
36, rue du 26 mars 1944 — 24600 Ribérac-

l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Périgueux, Le 10 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Daniel BELLE WANGUE

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brev ets droits similaires	2 041	2 041		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Av ances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	93 855	60 901	32 954	21 503
	Immobilisations grev ées de droits	4 336		4 336	4 336
ACTIF CIRCULANT	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations év aluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	17 102		17 102	17 102
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	117 334	62 942	54 392	42 941
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approv isionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	208 913		208 913	313 462
	Autres créances	150		150	905
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	667 023		667 023	616 863
	Charges constatées d'av ance	10 861		10 861	10 721
	TOTAL (II)	886 947		886 947	941 951
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	1 004 281	62 942	941 339	984 892
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	29 928	29 928
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	169 509	169 509
	Report à nouveau	304 359	239 350
	Résultat de l'exercice	17 095	65 009
	Total des fonds propres	520 890	503 795
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires	4 336	4 336
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	8 656	5 169
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	12 992	9 505
	Total des fonds associatifs	533 882	513 300
Provisions	Provisions pour risques	32 806	127 212
	Provisions pour charges	83 258	72 731
	Total des provisions	116 064	199 944
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	98 944	102 052
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	98 944	102 052
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 030	27 363
	Dettes fiscales et sociales	154 180	140 959
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	240	1 274
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	192 449	169 596
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	941 339	984 892
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	17 094,70	65 009,32
	(1) Dont à moins d'un an	192 449	169 596
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 134 922	1 120 439
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	124	3
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	174 082	102 513
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 309 127	1 222 954
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	214 684	217 473
	Impôts, taxes et versements assimilés	48 986	46 032
	Rémunération du personnel	654 631	658 421
	Charges sociales	179 544	171 145
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	7 775	7 690
	Dotation aux provisions	35 333	123 451
	Autres charges	3	1
	Total des charges d'exploitation	1 140 956	1 224 212
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		168 172	(1 258)
Charges Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	7 112	3 522
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
2 - RESULTAT FINANCIER		7 112	3 522
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		175 284	2 264
	Produits exceptionnels	3 387	2 936
	Charges exceptionnelles	163 525	9 595
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(160 138)	(6 659)
	Impôts sur les sociétés	1 160	591
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	99 307	169 302
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	96 199	99 307
TOTAL DES PRODUITS		1 418 934	1 398 715
TOTAL DES CHARGES		1 401 839	1 333 705
EXCEDENT ou DEFICIT		17 095	65 009
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	30 863	28 826
	Bénévolat		
	Prestations en nature	30 863	28 826
	Dons en nature		
	CHARGES	30 863	28 826
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	30 863	28 826
	Personnel bénévolé		

Annexe libre

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'ordonnance N° 82-273 du 26 mars 1982 et aux articles 7, 8 et 9 de la loi N° 89-905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, la mission locale se fixe pour objet :

- De coordonner, favoriser et promouvoir toutes actions et initiatives destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans,
- De prendre en compte la problématique globale de l'insertion des jeunes : emploi, formation, logement, santé, mobilité, vie quotidienne, ressources, loisirs, culture, citoyenneté et développement économique,
- De renforcer la lutte contre l'exclusion et la marginalisation.

Afin d'assurer ses missions, la Mission Locale de la vallée de l'Isle s'assure le concours de tous les partenaires dont le champ d'intervention est complémentaire à l'action de la Mission Locale :

- Collectivités territoriales,
- Collectivités locales,
- Services de l'Etat,
- Partenaires économiques et sociaux,
- Associations,
- Personnes civiles selon leur objet en lien avec l'objet de la Mission Locale

L'Association peut ainsi entreprendre toutes les réalisations conformes à son objet dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 941 339 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 17 098 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 10/04/2024 par les dirigeants.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Annexe libre

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Annexe libre

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Evaluation des indemnités de fin de carrière à hauteur de 100%, soit 83 258.46 (charges sociales incluses). Il est à noter que cette évaluation est effectuée sur la base d'un âge de départ pour une retraite à taux plein de 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux de charges sociales retenu pour le calcul est de, 44% pour les non cadres, 51% pour les cadres. La table de mortalité retenue est celle de l'INSEE 2022.

Le taux d'actualisation brut retenu pour l'estimation est de 3.2%.

Fonds dédiés

A compter du 01/01/2020, l'association applique le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

A l'ouverture de l'exercice, les fonds dédiés s'élevaient à la somme de 99 307.36 Euros afférents au projet « Contrat Engagement Jeune », et 2 745 Euros correspondant « parrainage »

A la clôture de l'exercice, le montant restant à reporter s'élève à la somme de 86 838.51 Euros, correspondant au projet « Contrat Engagement Jeune » et de 2 745 Euros « parrainage ».

Conformément aux règlements 2014-03 et 2018-06, aucune provision technique n'est constatée dans les présents comptes annuels. Les provisions techniques antérieurement constituées par voie de dotations aux provisions ont fait l'objet, par décision du Conseil d'Administration de la structure d'un basculement au 01/01/2002 dans les fonds associatifs de la Mission Locale.

Subventions d'exploitation

L'association bénéficie de subventions et de financements émanant des collectivités territoriales, de l'Etat. Ces subventions sont enregistrées en comptabilité en fonction de l'utilisation réelle et de la réalisation des objectifs.

Il est procédé à une vérification par les services compétents au sein de l'association,

Cette vérification suppose la mise en œuvre de procédures jugées adaptées aux dossiers à traiter, à sa structure et aux moyens techniques dont dispose l'association. Les contrôles sont réalisés aussi bien en cours de réalisation que lors du dénouement des programmes concernés.

Les subventions comptabilisées tiennent compte du taux de réalisation de l'opération, si l'utilisation réelle apparaît partielle, et de la correcte réalisation des objectifs.

Le risque de refus total ou partiel, ou le cas échéant de reversement, également total ou partiel n'est pris en compte, par voie de provisions que dans la mesure où les conditions de réalisation et d'atteinte des objectifs ne sont pas estimées comme étant remplies, et qu'il est, en outre, possible de quantifier de manière suffisamment précise les risques décelés ou identifiés.

Subventions Contrat Engagement Jeune

Suite à la modification des modalités de financement de la Garantie Jeune pour l'année 2019, la Délégation Générale de l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) et l'Union Nationale des

Annexe libre

Missions Locales (UNML) ont préconisé un changement de méthode de comptabilisation des recettes de la GJ à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

En effet, depuis un avis rendu en 2017 par la Commission des études comptables de la CNCC, la méthode préférentielle prévoit :

- La reconnaissance de l'objectif quantitatif en fonction du nombre de mois du jeune dans le dispositif au-delà de 1 mois ;
- Le solde de l'objectif quantitatif inscrit en Fonds Dédiés est reconnu l'année suivante.

Au 31/12/2023, la subvention "Contrat Engagement Jeune" s'élève à 417 125 Euros incluant pour 235 Jeunes entrés dans le dispositif.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent :

Changement de méthode comptable

La première application des règlements ANC n°2022-04 constitue un changement de méthode comptable.

L'impact du changement de méthode a été calculé à l'ouverture de l'exercice (01/01/2023) de façon rétrospective.

La présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice précédent (202) n'est pas modifiée. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2022-04 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	2 041		6 442		6 442	2 041
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 041		6 442		6 442	2 041
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	74 629		25 157		5 931	93 855
	Emballages récupérables et divers	4 336					4 336
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	78 965		25 157		5 931	98 191	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	17 102					17 102
	Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	17 102					17 102	
TOTAL		98 108		31 599		12 373	117 334

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	2 041	6 442	6 442	2 041
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 041	6 442	6 442	2 041
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	53 126	101 668	93 892	60 901
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 126	101 668	93 892	60 901
TOTAL		55 167	108 110	100 335	62 942

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		10 861	10 861
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			10 861

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	9 258			9 258
- Apports sans droit de reprise	20 670			20 670
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	169 509			169 509
Report à nouveau	239 350	65 009		304 359
Résultat de l'exercice	65 009		65 009	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)	4 336			4 336
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 169	6 358	2 870	8 656
Provisions réglementées				
TOTAL	513 300	71 367	67 879	516 788

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
CONTRAT ENGAGEMENT JEUNES	99 307	99 307	86 839	86 839
PARRAINAGE	2 745			2 745
CONSEIL GENERAL			9 360	9 360
TOTAL	102 052	99 307	96 199	98 944

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Créances et Dettes

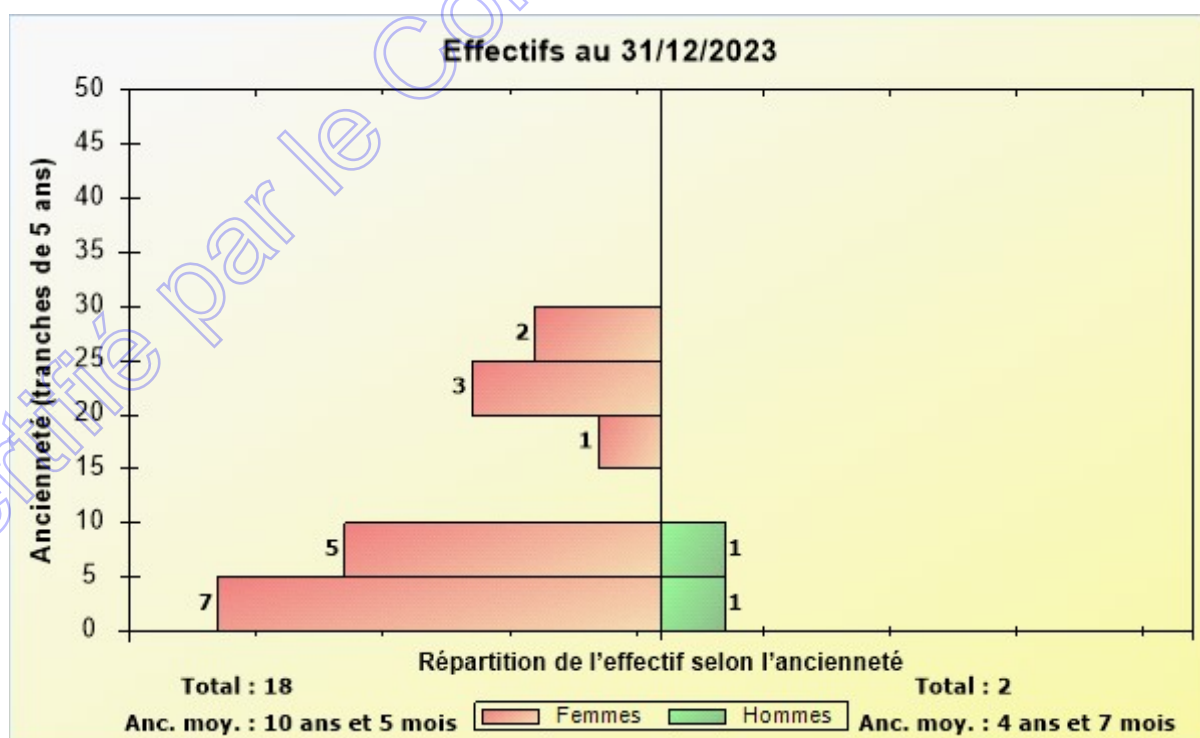
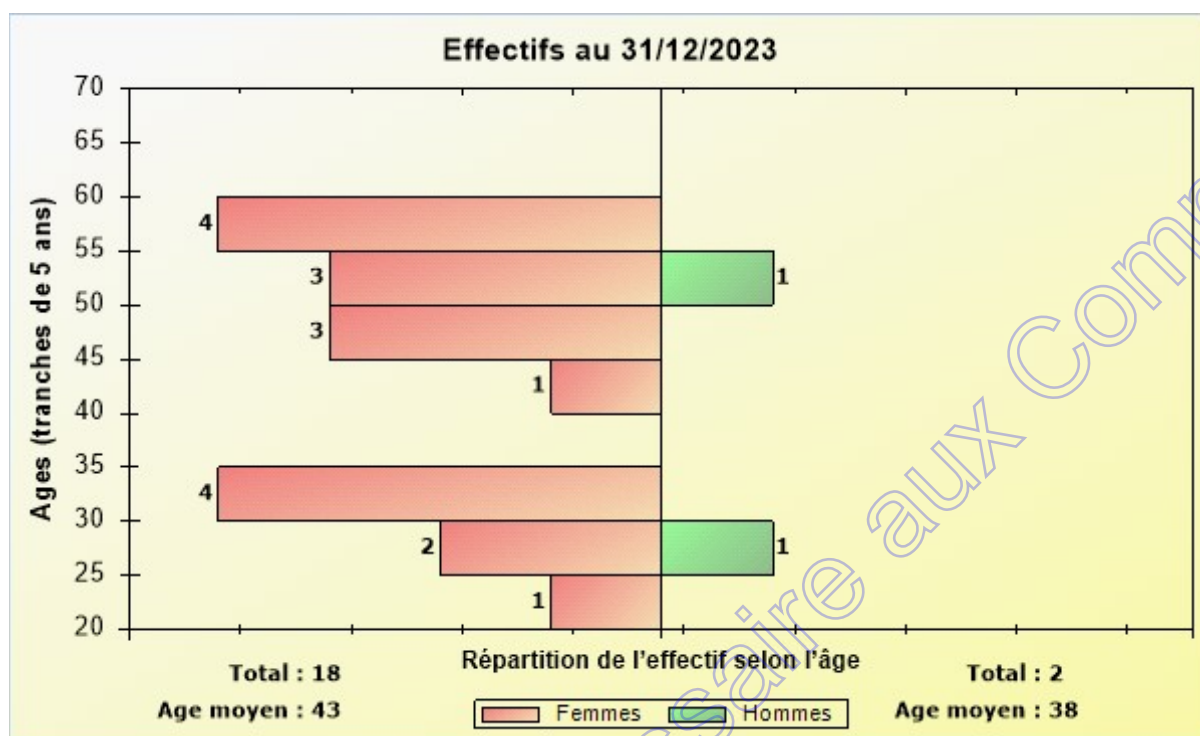
		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	208 913	208 913	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	150	150	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avances	10 861	10 861	
TOTAL DES CREANCES		219 924	219 924	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	38 030	38 030		
	Personnel et comptes rattachés	91 999	91 999		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 062	60 062		
	Impôts sur les bénéfices	1 160	1 160		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	959	959		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	240	240		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	98 944	98 944		
TOTAL DES DETTES		291 393	291 393		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

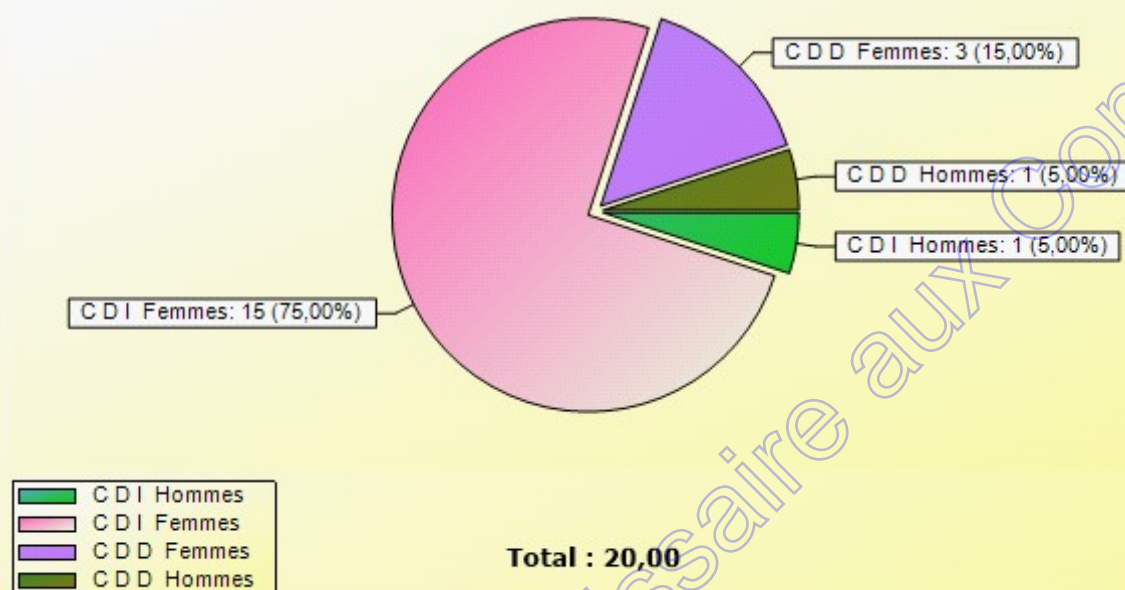
Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2023
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissement					
	Provisions pour hausse des prix					
	Provisions pour amortissements dérogatoires					
	Provisions fiscales pour prêts d'installation					
	Provisions autres					
	PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges					
	Pour garanties données aux clients					
	Pour pertes sur marchés à terme					
	Pour amendes et pénalités					
	Pour pertes de change					
	Pour pensions et obligations similaires					
	Pour impôts					
	Pour renouvellement des immobilisations					
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	199 944	35 333	119 212		116 064	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	199 944	35 333	119 212		116 064	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières					
	Sur stocks et en-cours					
	Sur comptes clients					
	Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		199 944	35 333	119 212		116 064
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			35 333	119 212		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

E



Répartition de l'effectif au 31/12/2023



Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2023

Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	18	2	20	15	1	16	3	1	4